

Avoir les moyens de ses sentiments : pour quoi faire ? Questions sur la dualité du capital social

Isabelle Willems

Isabelle Willems : Chercheur à l'Université de Liège

Dubitando ad veritatem pervenimus

Cicéron

Et encore : Felix qui potuit rerum cognoscere causas

Virgile

1. Introduction

Depuis une quinzaine d'années, le capital social fait l'objet de nombreuses recherches dans le domaine des sciences humaines et continue à susciter un débat vif et contrasté au sein de la communauté scientifique. En Wallonie, la notion commence à émerger : la première recherche quantitative menée conjointement par le CLEO-ULg et l'IWEPS et qui visait à mesurer l'état du capital social dans notre région, pour notamment mieux y adapter les politiques publiques, s'est terminée en 2004 et ses conclusions, présentées souvent sous forme de questions, ont été publiées chez De Boeck au début de l'année 2006¹. Puisque cet article puise en partie dans les données disponibles de cette recherche, et afin de mieux cerner de quoi il s'agit, il convient dès à présent de présenter succinctement les traits principaux qui font du capital social un des concepts sociologiques des plus débattu actuellement.

Le schéma suivant reprend les hypothèses principales sur lesquelles le politologue américain Robert Putnam s'est appuyé pour faire de son livre *Bowling alone* (2000) la référence incontournable pour qui veut étudier le capital social. Ajoutons que c'est en partie sur cette version «canonique» du capital social - remaniée et critiquée - que s'est appuyée la recherche en Wallonie.

Ce tableau, qui s'inspire d'une vision classique de la recherche en sciences sociales, montre bien un des aspects les plus controversés de Putnam : les indicateurs individuels (la confiance) et globaux (comme le taux de suicides) sont étudiés en parallèle suivant les dimensions que l'on veut observer ; ensuite, ces indices divers sont agrégés à un «niveau général» de capital social. Ce niveau, variable d'une société à l'autre selon Putnam, ne sera évidemment mesurable qu'au prix d'un long travail de construction d'indicateurs, aujourd'hui à peine entamé.

L'objet de cet article n'est pas un débat épistémologique. Par contre, nous essayerons de faire en sorte de ne pas perdre de vue les questions que soulève le concept.

Sans reprendre l'ensemble de ces questions, notons que lors de la préparation de l'enquête wallonne, elles furent principalement de deux ordres.

Premièrement, peut-on envisager l'étude du capital social comme bien collectif alors même

Avoir les moyens de ses sentiments : pour quoi faire ?

que l'enquête par questionnaire exige prioritairement l'évaluation d'indicateurs individuels ? La construction d'un niveau «agrégé» de capital social mesuré sur les individus permet de répondre partiellement à cette question, même si elle ne rend qu'imparfaitement compte des effets «écologiques» de la variable.

Deuxièmement, il s'agissait d'axer la recherche sur une «forme» de capital social prioritairement à d'autres afin d'éviter le télescopage d'indicateurs peu compatibles. La confiance fut dès lors choisie comme élément central du capital social, pour deux raisons au moins : elle s'articulait aussi bien à la notion de réseaux qu'à celle des normes², alors que ces trois concepts pris séparément réclament, normalement, un traitement particulier. Ensuite, Putnam lui-même, dont la définition première du capital social était «le capital social se réfère ici aux caractéristiques de l'organisation sociale, telles que la *confiance*, les *normes* et les *réseaux*, qui peuvent améliorer l'efficacité de la société en facilitant les actions coordonnées», a finalement pris le parti, au vu des résultats obtenus, d'y accoler la confiance comme *indicateur principal*.

Une autre définition, issue de l'ouvrage de synthèse de John Field, met l'accent en substance sur un capital social générique désignant le fait que, simplement, «les relations comptent». (Field, 2003 : 2). Effectivement, lorsqu'on regarde de près les indicateurs dégagés des trois dimensions du capital social, on ne peut que constater leur recouvrement par l'aspect relationnel au sens large : l'adhésion, l'engagement, la confiance, et même le suicide peuvent être analysés en regardant la manière dont les gens activent ou non leur capacité relationnelle, qu'on la considère comme une ressource individuelle ou collective.³

C'est dans cette perspective que nous avons construit l'objet de notre article, qui reprend principalement un deuxième angle d'approche présent également dans l'étude réalisée en Wallonie : à savoir les identités sociales prises comme une des facettes déterminant⁴, parmi d'autres, les formes du capital social.

Nous verrons au fil de l'analyse si, oui ou non, le sentiment d'appartenance spontané reste relativement indépendant à la fois des profils et des catégories «classiques» en science sociale ainsi que d'autres indices comme le sentiment de solitude. Le but de notre article est donc double : d'une part une tentative de description des profils des répondants et un essai de mise en liens du sentiment d'appartenance (et son absence) sur les autres variables du capital social (via notamment quelques comparaisons de moyennes sur les variables quantitatives les plus «parlantes»).

2. Appartenir et se reconnaître : les deux facettes de l'identité sociale

Avant d'aller plus loin, voyons quels sont les éléments théoriques sur lesquels nous pouvons nous appuyer pour traiter de l'appartenance (sociale) et de l'identité sociale dans ce contexte-ci. Nous avons choisi de nous appuyer prioritairement sur la théorie de l'identité sociale. Cette théorie présente l'avantage pour nous de mettre en question le problème du *contexte* de l'interaction, c'est à dire *du lieu et des personnes en actes* au moment de la prise de parole (ou du passage aux actes) permettant de faire savoir «qui on est» et à quel groupe on se réfère. Le concept d'identité sociale fait essentiellement référence aux recherches menées sur la formation des groupes et leurs relations, par Henri Tajfel dont Turner fut le principal collaborateur. Leurs recherches nous intéressent sur deux pôles complémentaires :

- Le pôle méthodologique – qui concerne les conditions de passation du questionnaire.
- Le pôle analytique – concernant la manière dont les résultats statistiques d'une enquête quantitative d'une telle envergure peuvent être commentés et analysés : à savoir comment le lien entre «identité sociale» et «appartenance groupale» y apparaît et, par extension, dans quelle mesure cette «appartenance» détermine les types de capital social.

Ces deux pôles sont bien entendu liés, puisque nous ne pouvons pas faire abstraction du premier pour passer au second.

Examinons d'abord le premier pôle :

La «théorie de l'identité sociale» repose sur trois notions fondamentales : la catégorisation, l'identité et la comparaison (sociales). D'après Tajfel et Turner, l'identité sociale est «*la partie de soi qui provient de la conscience qu'à l'individu d'appartenir à un groupe social (ou à des groupes sociaux), ainsi que la valeur et la signification émotionnelle qu'il attache à cette appartenance*». Tajfel et Turner vont également insister sur une autre notion, ils définissent un groupe comme «*un ensemble d'individus qui se perçoivent comme membres de la même catégorie sociale, qui attachent une valeur émotionnelle à cette appartenance et qui sont parvenus à un certain accord quant à l'évaluation du groupe et de l'appartenance à ce groupe*» (Leyens, J.-P., Yzerbyt, V., 1997 : 23). Cette définition, qui vise à souligner le caractère *dynamique* de l'identité sociale, s'adapte évidemment à la *dynamique relationnelle* qui sous-tend toutes les recherches sur le capital social, ce qui du point de vue méthodologique renforce la pertinence de l'étude parallèle des deux concepts.

Notons également que la «théorie de l'identité sociale» porte surtout son attention sur de vastes catégories, telles que les professions, les groupes nationaux ou religieux mais peut parfaitement s'adapter aux catégorisations quotidiennes, et notamment celles se référant à un groupe d'appartenance *a priori*, c'est à dire celui cité de manière spontanée et hors contexte⁵.

Le sentiment d'appartenance, dès lors, apparaît comme un des marqueurs par lequel l'identité sociale peut agir.

L'enquête quantitative, pour colorer ce marqueur, contenait une question ouverte sur le sentiment d'appartenance, permettant aux interrogés de choisir eux-mêmes la réponse sans passer par un tri dans les choix proposés pour les autres questions. La question était formulée comme suit : «Parmi les groupes auxquels vous appartenez, quel est celui qui a le plus d'importance pour vous ?».

Ce tableau est explicite : c'est bien la famille qui arrive largement en tête des préférences, loin devant les amis et les clubs sportifs.

Notons tout d'abord que nous travaillons sur 1/3 des interrogés seulement, puisque 1729 personnes n'ont pas répondu. Nous y reviendrons mais auparavant, nous devons tout d'abord nous rendre à l'évidence : pour 62,6 % des personnes *ayant répondu*, la famille constitue LE groupe d'appartenance par excellence. Loin derrière, les amis, avec moins de 12 %, constitue le second groupe d'appartenance cité comme étant le plus important (quasiment 12 % y accorde le plus d'importance, ce qui signifie que 12 % des répondants se sentent plus proches de leurs amis que de leur famille, ce qui n'est pas négligeable).

Notre but principal est d'essayer d'établir si le choix «spontané» d'une identification se différencie selon un certain nombre de variables issues de l'enquête. Pour simplifier l'analyse, nous avons

Avoir les moyens de ses sentiments : pour quoi faire ?

ramené les catégories d'appartenance spontanément citées de 16 à 4, à savoir : famille, amis, autres, non réponses. Les non réponses ont donc été intégrées dans l'analyse en tant que catégorie signifiante. Après cette simplification, la distribution des réponses s'établit comme suit :

Nous voici devant un tableau qui ne nous apprend pas encore grand-chose de plus, si ce n'est que 69 % des Wallons interrogés n'ont pas pu ou voulu répondre à la question, ce qui peut laisser supposer au moins une chose : que ces personnes ne se sentent pas concernées par la question parce qu'elles ne s'identifient pas à *ce moment de l'interview* à un groupe quelconque⁶.

Le choix qui est fait dans cette analyse est donc de considérer les non réponses comme une catégorie en soi et non comme un résidu : le fait de ne s'identifier spontanément à *aucune* catégorie constitue une indication aussi intéressante que les différences entre formes d'identification et est sans doute révélatrice de toute une série d'autres attitudes⁷.

Remarquons dès à présent une chose : aucune catégorisation spontanée ne fait référence à une appartenance de type «régional», «national», «supranational», ou encore de type générique et totalement abstraite (l'humanité, par exemple). Le plus petit dénominateur commun, par contre, semble bien être la famille.

Ceci nous amène naturellement à exposer les principaux éléments qui nous ont conduite à nous interroger sur cette auto-désignation massive et spontanée au groupe «famille» lors de l'enquête wallonne, et son contraste avec une forte abstention.

3. Quels déterminants pour l'identité sociale ?

Pour passer au pôle analytique, nous proposons de partir de l'idée de «déterminants» tels que nous l'avons déjà exposée : à savoir voir quelles sont les différences les plus marquées à l'intérieur de l'identification et entre celle-ci et la non identification. De manière classique, nous allons prendre trois variables connues pour leur qualité discriminante sur les questions des valeurs et des identités : le sexe, l'âge et l'insertion professionnelle.

La distribution des identifications spontanées différencie donc les hommes et les femmes.

Afin d'affiner ce tableau, nous allons recomposer la variable afin de connaître ce qui se cache sous l'étiquette «autres» à qui les hommes semblent particulièrement tenir... (les non réponses sont ici sorties du tableau).

En se limitant aux réponses les plus représentatives, nous voyons que les hommes ayant répondu sont proportionnellement deux fois plus nombreux à s'identifier aux associations sportives et aux autres types d'associations que les femmes. Tandis que les femmes sont plus nombreuses, mais en proportion moindre, à se sentir plus proches de leurs amis et de leur famille. L'idée «de sens commun» selon laquelle les femmes seraient plus sensibles à des identifications de type affectif reçoit donc ici au moins un début de confirmation empirique.

Pour ne pas rester sur cette impression généraliste et partielle, voyons s'il existe une différence au sein de chaque groupe (hommes/femmes) via le caractère discriminant de l'insertion professionnelle.

Nous voyons que les réponses sont symétriques : quand on est une femme qui travaille, la tendance est à la fois à s'identifier plus (de 10 % supplémentaires) de manière générale et surtout



à s'identifier plus à la famille (puisque l'identification aux amis, de manière révélatrice, *diminue* lorsqu'on ne travaille pas).

Voyons ce que cela donne pour les hommes :

Pour les hommes, la relation entre l'identification et la variable insertion professionnelle, va dans le même sens que chez les femmes, *mais avec un écart moindre*. De plus, on notera que :

1. les hommes qui travaillent s'identifient nettement moins à la famille que les femmes qui travaillent (19 % et 26,9 % respectivement) ;
2. les hommes qui ne travaillent pas s'identifient également nettement moins à la famille que les femmes qui ne travaillent pas (12,6 % et 17,4 % respectivement) ;
3. tandis que pour le groupe «autres», on passe du simple au double pour les hommes qui ne travaillent pas par rapport aux femmes qui ne travaillent pas (11,5 % et 6,4 % respectivement). À noter que les hommes qui ne travaillent pas s'identifient à part presque égale au groupe «autres» qu'à la famille (11,5 % et 12,6 %) ;
4. pour ce groupe «autres», on passe également du simple au double pour les hommes qui travaillent (9,5 %) par rapport aux femmes qui travaillent (5,4 %).

En matière d'âge, le tableau croisé suivant montre la tendance à laquelle, intuitivement, on pouvait s'attendre : les plus âgés, au-delà de 60 ans, s'identifient clairement proportionnellement moins à la famille et plus aux groupes «autres». En ce qui concerne ceux qui ne s'identifient pas, les deux groupes aux extrémités (les moins jeunes et les plus jeunes) ont une légère tendance à plus s'abstenir sur cette question.

Si à présent nous cherchons à savoir comment se répartit la moyenne d'insertion dans le voisinage, selon le type de groupe autoassigné, voici ce que nous obtenons :

Pour rappel, l'indice varie de - 2 (pas du tout inséré) à + 2 (tout à fait inséré).

Nous voyons que ce sont ceux qui se sentent les plus proches d'autres groupes que la famille et les amis qui sont les mieux insérés. La moyenne est la plus basse chez ceux qui ne se sentent pas concernés par la question sur le sentiment d'appartenance.

À présent, regardons ce que cela donne sur l'indice de confiance interpersonnelle (la question de départ étant : «de nos jours, on peut encore faire confiance à la plupart des gens»).

Pour rappel, l'indice de confiance interpersonnelle varie de - 2 (pas du tout confiant) à + 2 (tout à fait confiant).

Lorsqu'on prend l'indice de confiance interpersonnelle, les scores moyens sont assez révélateurs : parmi les répondants, ceux qui ont le moins confiance dans «la plupart des gens» sont ceux qui se sentent proches de leur famille. Par contre, ceux qui ont le plus confiance sont ceux pour qui le groupe «amis» est le plus important, suivis par ceux qui ont cité d'autres groupes (dont les clubs sportifs). La moyenne est la plus basse chez ceux qui ne se sentent pas concernés par la question sur le sentiment d'appartenance, comme dans le tableau précédent.

En clair : même si les différences observées sont d'ampleur modeste, la famille semble confirmer

Avoir les moyens de ses sentiments : pour quoi faire ?

son rôle comme «valeur refuge» pour ceux qui ont plus de mal à faire confiance en général.

4. Ce que fait l'identité au capital social et inversement

Avant de poursuivre, il faut bien poser que le sentiment d'appartenance n'est *a priori* en rien un indicateur de capital social : pour les fondateurs de la théorie de l'identité sociale, ce concept n'est utile que pour comprendre les relations de coopération, de lutte, d'influence... entre les groupes. Par contre, le sentiment d'appartenance est bien un des indices par lequel l'identité sociale peut être appréhendée. Bien sûr, il s'agit ici aussi d'une identité sociale prise au sens générique (tout comme «le» capital social) et qui peut donc être déclinée de façon différenciée suivant un grand nombre de situations, de rôles, d'attentes...

Alors, en quoi peut-on inférer que le sentiment d'appartenance est bien, en tout ou en partie, corrélé avec un «taux de capital social» particulier ? En premier lieu, il semble évident que le capital social, sous ses différents aspects, renvoie inévitablement à la question *du lien social*, c'est à dire des éléments subjectifs et objectifs reliant l'individu à la société : que ce soit via un indicateur «fruste» comme le nombre d'amis proches, ou bien par l'indication donnée par *l'indice de préférence à un groupe d'appartenance*. Ici et en deuxième lieu, on peut suggérer qu'un individu ne se sentant pas «attaché» à un quelconque groupe ou communauté risque bien de se retrouver dans les catégories les plus dépourvues sur le plan des réseaux de sociabilité ou d'entraide, notamment. Bien entendu, nous savons que cette hypothèse est certes vérifiable par l'analyse des données mais il faut noter que rien n'indique qu'il puisse exister un lien fort entre l'absence de *désignation explicite et spontanée* d'un groupe préféré et *l'absence totale* d'identification sociale.

Ceci posé, cette question de l'identité sociale mérite dès lors un traitement spécifique, puisqu'elle ne se retrouve pas dans les deux types d'indicateurs habituellement utilisés pour la mesure du capital social, à savoir des indicateurs «quantitatifs» comme le nombre d'associations et «qualitatif» comme le degré d'implication au niveau de ces dernières. Elle se distingue également des trois «dimensions canoniques» de capital social : informel (ex. : les relations de voisinage), formel (le nombre d'associations) et cognitif (ex. : la confiance interpersonnelle).

À notre sens, cet indice de lien social mesuré par la relation préférentielle à un groupe d'appartenance, certes qualitatif, se distingue également des autres car il ne se situe pas totalement sur l'axe informel et/ou cognitif, et encore moins formel. Le fait de «s'autocatégorieser» ou de «s'identifier» ou de «se reconnaître» dans un groupe quelconque demande au sujet de se situer LUI en tant que *membre d'un groupe*, alors même que la situation de l'interview est *individuelle* et non collective. Cette question demande alors aux individus de se replonger dans diverses situations de relations sociales «virtuelles» au moment de l'interview et d'en choisir une dont le degré d'importance est le plus haut ; bien entendu, ce degré d'importance pourrait être décliné de différentes façons : en effet, «l'importance» des uns n'est pas celles des autres et la question du «pourquoi» de cette importance n'a pu être explorée lors de l'enquête générale⁸.

Par contre, si les «raisons» ne sont pas accessibles, nous pouvons voir comment se distribuent les réponses, et notamment sur une donnée importante, la question de la situation familiale.

Le rapport des fréquences est explicite lorsqu'on regarde les Wallons qui ont répondu, par rapport à ceux qui se sont abstenus : ceux qui vivent en couple avec des enfants ne sont que 66 % à ne pas répondre, contre 72 % de ceux qui vivent seuls, Ces scores sont symétriquement inversés pour

l'item «famille». Le test du Chi 2 confirme cette lecture rapide : il y a bien un rapport cumulatif entre ces deux variables qui veut que, de proche en proche, l'identification à la famille soit corrélée à la proximité physique de ses membres, réunis dans ce qu'il est devenu classique d'appeler la «famille nucléaire».

Bien sûr, nous ne disons pas que vivre sans enfants implique nécessairement une distance émotionnelle par rapport aux liens familiaux en général, mais on peut se demander si la distance physique d'avec les membres de la famille proche est un élément qui compte dans l'identification spontanée : au-delà de la pauvreté qui touche plus les personnes célibataires que celles qui vivent en couple, et qui donc joue sur le sentiment d'appartenance, cet élément de contexte ne peut être négligé dans notre tentative de compréhension des chiffres.

Pour tenter de sortir de cette boucle, nous pouvons prendre une variable «classique» de la mesure du capital social formel, le nombre total d'associations *non autorapportées* auxquelles les Wallons déclarent appartenir et faire varier la moyenne de ce nombre d'associations en fonction de la catégorisation (groupe 1 : ceux qui répondent à la question de l'autocatégorisation ; groupe 2 : ceux qui n'y répondent pas).

La tendance est claire : ceux qui répondent spontanément à la question sur leur sentiment d'appartenance sont en moyenne *membres de plus* d'associations que ceux qui ne n'y répondent pas. À noter également que la moyenne générale est de 1,27 associations : ceux qui s'identifient spontanément sont largement au-dessus de cette moyenne, tandis que dans le cas contraire, la moyenne est plus basse de 0,1. Nous avons là un indicateur qui nous permet de faire se recouper les indices et surtout de voir qu'ils vont dans le même sens : le déficit, certes assez bas, en terme de réseaux relationnels «formels» – l'appartenance associative – est corrélée à une forte abstention sur le sentiment d'appartenance ; de là à abonder dans le sens de Putnam, il n'y aurait qu'un pas... sauf qu'ici aussi on ne travaille que sur deux mesures, et que les déficits économiques, nous l'avons vu, sont prégnants dans ce qu'on veut mesurer.

Par contre, si on prend le nombre d'associations autorapportées (c'est-à-dire le nombre d'associations étant venues spontanément à la question «citez deux associations dont vous faites partie et qui sont les plus importantes pour vous»), on peut voir alors une nette tendance se dégager : les Wallons qui viennent en tête dans cette liste sont ceux qui s'identifient nettement plus à d'autres groupes qu'à la famille, l'identification à cette dernière pouvant induire un désengagement associatif.

Sur la dimension «structurelle» du capital social tel que le nombre d'amis proches, ce sont encore ceux qui se sentent plus proches d'autres groupes que «amis» et «famille» qui arrivent en tête :

Si on schématisait la relation, nous aurions :

Et c'est ici que l'on peut enfin voir l'esquisse du titre donné à cette contribution. Car au-delà de la question «famille», nous posons la question clairement : le fait de *pouvoir ressentir* un lien avec d'autres, fait-il, oui ou non, partie des moyens nécessaires à toute personne pour pouvoir vivre sereinement ? Et ce ressenti est-il conditionné par la présence d'un minimum de moyens économiques et relationnels ?⁹

Autrement dit, ne pas avoir les moyens de ses sentiments est-il une force en spirale qui tend à s'ajouter aux difficultés de tous ordres ? Évidemment, ceci a déjà été dit : en Wallonie, comme dans d'autres régions d'Europe malades de leur passé industriel, les personnes qui sont exclues des

Avoir les moyens de ses sentiments : pour quoi faire ?

échanges matériels équilibrés ne compensent pas leur mise à l'écart de la manne capitaliste par une inclusion sociale forte, telles sont les conclusions de l'enquête générale.

Pour ajouter au débat, si on prend un indicateur tel que le sentiment de solitude, on ne peut qu'être étonné du résultat du tableau croisé avec le sentiment d'appartenance.

Ce tableau croisé est interpellant car on voit que le test de signification nous donne une valeur légèrement au-dessus de 0,05 %, ce qui nous oblige à accepter l'hypothèse nulle. Par contre, on voit bien que ce sont ceux qui se sentent les plus seuls qui se détachent très nettement des autres : ils se sont à la fois le plus abstenus de répondre et ils sont aussi les moins nombreux à s'identifier à la famille et aux amis.

Pour sortir de ce cercle, il faut d'abord que l'on se rapproche de ses bords, mais que surtout que l'on examine attentivement ce qui se passe à l'extérieur avant de se lancer : c'est ce qui va nous occuper maintenant.

5. Le capital social et émotionnel, pour quoi faire ?

Portraits à rebours

Tout d'abord, un mot de ce que nous entendons par capital «émotionnel» : dans notre esprit, il ne s'agit pas du concept utilisé par les gourous du management pour faire en sorte que les cadres se sentent bien dans leur peau au moment de licencier une personne. Plus simplement, il s'agit d'une capacité à ressentir des émotions, dont le sentiment d'appartenance fait partie, comme nous nous sommes efforcée de le montrer dans ce qui précède. Notre but est donc de réfléchir à ce «capital» en dehors de toute idée de «gestion» et de rentabilité.

Afin d'éviter toute confusion, nous insistons pour sortir ce capital émotionnel du cadre de l'attachement à la famille. Bien que nous ayons centré nos efforts sur ce sujet, il est évident que la capacité d'émotions intervient à tous les niveaux des relations sociales. Cet effet d'agrégation qui ressort de notre exposé entre «émotion» et «famille» est dû à la concentration de nos analyses sur une partie des données disponibles, mais rien n'empêche par ailleurs le lecteur intéressé d'aller y voir plus profondément.

Alors comment sortir de l'aporie du capital social tel qu'envisagée par Putnam ? Pour tenter de répondre à cette question, nous concluons cet exposé sur l'imaginaire lié à la toute puissance du modèle moderne de la famille, ce qui pourrait nous aider à comprendre les chiffres exposés d'un autre angle que celui du capital social *stricto sensu*.

Christopher Lasch pour voir les faits autrement

Dans son dernier livre, recueil d'essais sur l'histoire de l'évolution familiale, matrimoniale et féministe, le philosophe et historien américain montre que l'essor de la famille nucléaire comme modèle universel est soutenu par une idéologie *bourgeoise et féministe*.

Pour faire le lien avec ce qui a précédé, ce qui nous a frappé dans l'analyse des chiffres wallons est ce fameux attachement «des femmes» à la famille, quelle que soit leur situation sociale par ailleurs.

L'analyse de Lasch nous intéresse sur ce point précis de l'évolution des structures et des mentalités en matière familiale, mais aussi sur son analyse des ressources dont font encore preuve les femmes (et particulièrement les femmes pauvres) pour garder un semblant de dignité face à la machine étatique visant à les remettre constamment dans le droit chemin d'un avenir propre, stable, consumériste et sécurisant.

En ce qui concerne le premier point, Lasch montre qu'historiquement l'avènement de la «famille nucléaire» telle que l'entendent les sociologues de la famille n'est en fait qu'un habit créé de toutes pièces pour habiller la classe moyenne, oubliant du même coup les classes ouvrières, qui représentent encore aujourd'hui, de par le caractère subalterne et sous-qualifié de beaucoup de travaux inclassables (serveurs, caissiers, concierges, confectionneurs de hamburgers ou encore classeurs de papiers dans les greniers obscurs des administrations...), la majorité des travailleurs.

D'autre part, il soutient qu'historiquement, les ouvrières, manufacturières et autres «petites mains» n'ont pas attendu la révolution sexuelle et «féministe» de soixante-huit pour gagner durement leur indépendance, à tous niveaux. Il montre également que le mariage «moderne» et la famille nucléaire sont une idéologie portée par les féministes du dix-neuvième siècle, qui a servi les intérêts du capitalisme, de par l'imposition morale de la stabilité affective, garante de la stabilité sociale.

Tout en comprenant les motivations des féministes actuelles, il les prend à revers lorsqu'il défend également l'idée qu'au détour du vingtième siècle les spécialistes (masculins, en général) ont volé aux femmes leur savoir sur ce qui était bon pour elles et pour leur famille. Pour lui, et nous sommes assez proche de cette vision, l'ironie de l'histoire veut que la domination masculine soit réapparue par une porte dérobée : celle de la toute puissance des thérapeutes. C'est une des explications qui peut être mise en avant pour expliquer cet attachement à l'idée de famille, chez les femmes, au-delà de toute considération d'ordre économique.

Pour contraster avec ce portrait, Lasch n'hésite pas à reprendre l'exemple d'une famille (américaine) qui cumule les tuiles et montre, analyse de discours à l'appui, que la femme, personnage central, est loin d'être abattue par ce qui lui arrive : révoltée et féministe sans le vouloir ou sans le savoir, elle dit «vouloir prendre sa vie en main...». Résolue, envers et contre tout, le système économique et le patriarcat renvoyés dos à dos.

Si nous avons demandé à cette femme précise de répondre à la question «de tous les groupes auxquels vous appartenez, quel est celui qui a le plus d'importance pour vous ?» il n'est pas sûr qu'elle aurait répondu «la famille» en premier.. Il n'est pas sûr non plus que cette femme ait eu beaucoup de temps à consacrer à des associations caritatives, ou encore à l'organisation de réunions tricots autour d'une bonne tasse de café... Manquait-elle de capital social pour autant ? N'avait-elle pas des amis et de la famille sur lesquels compter ? Même si elle ne se sentait pas proche d'un groupe quelconque à ce moment là de sa vie, est-il inimaginable qu'elle ne puisse *avoir l'envie* de se rapprocher d'autres personnes ? Tout comme le montre l'étude du capital social sous l'angle de l'esprit d'entreprise, ce n'est pas nécessairement ceux qui ont effectivement «entrepris» quelque chose qui s'en sortent le mieux, mais ceux, qui, un jour, y ont déjà pensé. Vu sous cet angle, c'est le mécanisme du désir qui pourrait être étudié... Un pari impossible ?

Cet exemple montre bien à quel point l'idée d'un capital social mesurable par des «faits» indiscutables et assez figés (comme des indices recomposés d'insertion associative, ou d'attachement à des groupes) peut et doit être nuancée : certes, avoir un travail bien payé et une famille dont on est

proche sont des facteurs qui augmentent la probabilité de tisser des liens sociaux plus nombreux et plus denses. Mais dans le même temps, on a vu que l'attachement féminin à la famille pouvait induire un désengagement sous d'autres dimensions, comme l'insertion associative. Cet effet de «vases communicants» étant plus marqué chez les femmes, il est une illustration en miroir de ce qui est apparu à grande échelle dans l'enquête wallonne : le capital social est à la fois un principe dynamique qui possède un carburant «cumulateur» – les moyens économiques – mais dont les différentes formes ne sont pas *nécessairement* compatibles entre elles, et qui, du coup, s'excluent mutuellement. Les chiffres mesurés sur l'âge sont également un bon exemple de cela, où l'on voit que les plus âgés se détachent de leur famille pour aller vers d'autres groupes, comme si la focalisation sur la famille cédait la place à autre chose dès l'instant où le contexte familial lui-même change.

Ce sont ces caractéristiques du capital social – variabilité et dualité qui s'insèrent bien dans ce que John Field appelle le *Lifelong Learning* – qui nous paraissent importantes à souligner, afin que ce qui peut être mis en œuvre pour «doper» cet aspect des relations sociales ne se heurte pas à un décalage entre les attentes supposées et les nouvelles données contextuelles, individuelles et collectives.

Bibliographie

FIELD (J.), *Social Capital And Lifelong Learning*, Londres, Policy Press, 2005.

HOUARD (J.), JACQUEMAIN (M.) (dir.), *Capital social et dynamique régionale*, Bruxelles, De Boeck Université, 2006.

LASCH (C.) *Les femmes et la vie ordinaire*, Paris, Flammarion, coll. «Climats», 2006.

LEYENS (J.-P.) et YZERBYT (V.), *Psychologie sociale*, Liège, Mardaga, 1997.

PUTNAM (R.), *Bowling alone*, New York, Simon and Schuster, 2000.

Notes

1 HOUARD (J.) et JACQUEMAIN (M.) (dir) *Capital social et dynamique régionale*, Bruxelles, De Boeck Université, 2006.

2 La confiance élargie (généralisée) peut en effet être prise comme élément essentiel à l'ensemble des relations sociales possibles – l'adhésion aux normes et les réseaux y compris. Notons que cet indice est pris comme un indicateur d'entrée, et non comme un résultat – à l'inverse des premières hypothèses de Putnam, qui posaient qu'un haut niveau d'appartenance associative avait comme résultat un «bon» niveau de confiance – hypothèses déjà présentes chez Tocqueville dans son analyse de la démocratie américaine.

3 À l'opposé de Putnam, Pierre Bourdieu défendait l'idée d'un capital social individuel, indissociable des autres formes de capitaux, économique et culturel, dont il s'attachait à démontrer qu'ils sont les objets principaux d'une lutte pour les positions de pouvoir et les enjeux réels de la domination des forts sur les faibles – la structure économique venant par surcroît renforcer et encourager l'appétit des nantis. Nous voyons bien là que le capital social tel qu'il est envisagé en sociologie est, comme beaucoup d'autres concepts qui l'ont précédé, traversé par des enjeux idéologiques évidents.

4 Nous employons le terme «déterminant» dans son sens premier : ce qui détermine, c'est-à-dire ce qui vient s'ajouter en plus - en amont ou en aval - et qui est donc ajouté à la *différenciation*. Ceci n'est donc pas pris dans le sens de «cause» directe à un «effet» précis.

5 Nous ne développerons pas ici les tenants et aboutissants de cette théorie, *a fortiori* leurs conclusions. Un point mérite malgré tout notre attention : l'influence du contexte dans la catégorisation. En effet, tout comme pour les appartenances de type national, où un Belge se dira plus facilement Belge en France, Wallon en Flandre et Européen aux U.S.A, ce fameux contexte influence également les types d'appartenance auxquelles les gens se réfèrent au cours de leurs actions au quotidien. Or, si le contexte dans lequel se passe l'interview n'est pas explicité, on peut être sûr par contre que les personnes qui ont répondu se trouvaient chez elles, dans leur environnement quotidien au moment de la passation. Il n'est pas inintéressant de se demander comment cet environnement familial peut interférer avec la réponse.

6 La question comporte évidemment un présupposé de taille, à savoir que les personnes appartiennent bien à un ou plusieurs groupes. Du point de vue sociologique, ce présupposé reste une évidence - l'héritage d'Aristote est toujours vivant - en participant à la vie de la Cité d'une quelconque manière, «l'être humain est un animal politique», et par extension un animal social vivant en groupe(s).

7 Sur ce point, voir l'article de Michel Vandekerke, dans ce même numéro de la revue.

8 Se situant sur l'axe des compétences cognitives, il s'agit pour les sujets d'une mise en comparaison entre les individus et entre leur(s) groupes(s) d'appartenance, ce qui induit une hiérarchisation subjective des groupes entre eux, puisqu'il s'agit de choisir entre tous pour n'en citer qu'un seul. Il ne s'agit donc pas d'affirmer ou de choisir parmi des valeurs ou des associations mais de se mettre en situation - ou, si l'on veut, de se remémorer et de mettre en balance les vécus et les émotions qui s'y rapportent.

9 À ce propos, on ne peut ignorer la relation positive entre les moyens d'échange de biens matériels et l'économie des relations sociales.

PDF généré automatiquement le 2020-06-24 05:21:11

Url de l'article : <https://popups.uliege.be:443/1374-3864/index.php?id=366>